

## VILLES EN TRANSITION : IMAGINER DES RELOCALISATIONS EN URGENCE

**Luc Semal et Mathilde Szuba**

**La Découverte | *Mouvements***

**2010/3 - n° 63**  
**pages 130 à 136**

**ISSN 1291-6412**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2010-3-page-130.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Semal Luc et Szuba Mathilde, « Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence », *Mouvements*, 2010/3 n° 63, p. 130-136. DOI : 10.3917/mouv.063.0130  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence

PAR LUC SEMAL \*  
ET MATHILDE  
SZUBA \*\*

Changer le système ou changer les pratiques ? Selon Luc Semal et Mathilde Szuba, les promoteurs des Villes en transition renouvellent les réponses apportées à cette question en mêlant systématiquement à leur approche de la justice climatique l'échéance du pic pétrolier, peut-être déjà là. Ainsi, il ne suffirait pas de « revendiquer » mais il faudrait « s'y préparer » matériellement et psychologiquement. Mobilisant les concepts de résilience et de relocalisation, les « transitionneurs », souvent proches du mouvement altermondialiste, seraient porteurs d'un nouveau projet « d'émancipation sous contrainte ».

Le sommet de Copenhague fut un retentissant échec institutionnel, dont nous n'avons sans doute pas encore tiré toutes les conséquences. Cela étant, il fut aussi l'occasion d'une importante mobilisation militante, dont la composition et les revendications témoignent d'une évolution sensible des relations entre le mouvement écologiste et le mouvement altermondialiste : deux mouvements qui ne se recoupent qu'en partie, mais qui semblent désireux de construire de meilleurs rapports de force pour faire aboutir des revendications et des ambitions communes. S'il est certain que le déplacement massif de militants altermondialistes à Copenhague a aidé à poser les fondations d'un dialogue constructif sur la question climatique (notamment autour des idées de justice climatique et d'inversion de la dette), il n'en demeure pas moins que l'approche écologiste et l'approche altermondialiste, tout en étant souvent complémentaire, diffèrent encore sensiblement sur plusieurs points – ce qui fut nettement observable dans les débats militants de décembre 2009.

À ce sujet, les différents ateliers qui furent organisés dans le cadre du *Klimaforum* par les militants britanniques des *Transition Towns* se sont avérés particulièrement éclairants. Les *transitionners* ne se définissent généralement pas spontanément comme « altermondialistes ». Certes, leur approche de la question climatique, consistant à toujours la traiter conjointement à celle du pic pétrolier, les amène presque mécaniquement à déve-

\* Doctorant en Science politique au CERAPS (Lille II).

\*\* Doctorante en Sociologie au CETCOPRA (Paris I).

lopper un discours très critique de la mondialisation, ainsi qu'une réflexion radicale sur la nécessité des relocalisations. Mais l'importance prépondérante qu'ils accordent à l'effondrement économique et institutionnel que devrait entraîner le pic pétrolier, peut-être même à court terme, offre à leur approche de la question climatique un caractère original... Et même un caractère saisissant, sans doute à l'origine de l'important succès déjà rencontré, au Royaume-Uni et ailleurs, par ce tout jeune mouvement. Car cette manière de militer en regardant en face l'imminence des catastrophes conduit finalement les *transitioners* à militer différemment : avec les Villes en transition, militer c'est encore « revendiquer », bien sûr, mais désormais c'est aussi « se préparer », matériellement et psychologiquement, sur une base locale, avec toutes les bonnes volontés qui se présentent, pour mieux résister aux tourmentes imminentes.

### ● De Totnes au réseau des Villes en transition

C'est en 2005, dans la petite ville irlandaise de Kinsale, que sont nées les principales idées qui devaient ensuite donner naissance au réseau des *Transition towns*. Un professeur de permaculture<sup>1</sup> nommé Rob Hopkins, militant écologiste déjà conscient de la gravité du réchauffement climatique et de la nécessité de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, entend parler d'un autre problème : celui du pic pétrolier, c'est-à-dire de ce moment peut-être proche à partir duquel la production mondiale de pétrole se mettra à décliner inévitablement d'année en année, quels que soient les efforts que nous tenterions pour en extraire davantage. Ce n'est pas la fin du pétrole, mais la fin du pétrole abondant et bon marché, ce qui est déjà bien assez pour gravement déstabiliser les équilibres économiques et institutionnels auxquels nous sommes habitués... Si la question climatique nous fait comprendre que nous « devrions » changer, celle du pic pétrolier nous fait comprendre que nous « devons » changer, de gré ou de force, et peut-être à très court terme. Comment vivre, et d'abord comment se nourrir presque sans pétrole, non plus dans cinquante ans, mais peut-être dans cinq ou dix ans ? Avec quelques amis militants, le professeur de permaculture fait travailler ses étudiants sur un plan de descente énergétique pour la ville de Kinsale, de manière à imaginer avec eux comment cette petite ville pourrait réussir, à son échelle, « la » grande transition qui s'annonce vers le monde post-pétrole.

L'année suivante, Rob Hopkins retourne s'installer à Totnes, une ville de 9 000 habitants dans le Devon, au sud-ouest de l'Angleterre. Malgré sa petite taille, Totnes regorge de réseaux écologistes ou apparentés : on y trouve une école Steiner, plusieurs restaurants végétariens ou biologiques, le centre Ernst F. Schumacher qui poursuit les réflexions de l'auteur de *Small is beautiful*<sup>2</sup>, un magasin de pompes funèbres écologistes... Avec son groupe d'amis militants, Rob Hopkins lance une campagne locale d'« éveil des consciences » (*awareness raising*) sur le pic pétrolier, en organisant notamment une série de conférences et de projections publiques de documentaires sur le sujet. Mais la rencontre ne prend pas fin lorsque le documentaire ou le conférencier s'arrête : au contraire, il est

1. Mode d'aménagement écologique du territoire, visant à concevoir des systèmes stables et autosuffisants et à produire de la nourriture en renforçant l'écosystème.

2. E. F. SCHUMACHER, *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Seuil, Paris, 1978 (1973).

proposé aux spectateurs de prendre les choses en main en réfléchissant à ce que pourrait être une transition réussie à l'échelle de leur commune, et pour cela de former une « initiative de transition » chargée d'entamer la rédaction d'un plan de descente énergétique, en s'inspirant pour partie de ce qui s'était fait à Kinsale. Et à Totnes, l'expérience est un succès : des groupes de réflexion thématiques se forment sur l'alimentation, les transports, l'éco-habitat, la psychologie du changement... Le groupe local de transition parvient à ne pas apparaître comme un groupe écologiste supplémentaire dans une ville qui en comptait déjà tant, mais plutôt comme une plate-forme commune capable de fédérer toutes les expériences éparpillées pour proposer une vision alternative de ce que pourrait être Totnes en 2030, presque sans pétrole.

L'expérience acquiert une dimension supplémentaire lorsque, sur la base de ce qui s'est fait dans le contexte militant très particulier de Totnes, les militants les plus impliqués dans la transition parviennent à en tirer une méthodologie reproductible dans d'autres contextes et d'autres lieux. Élaborée collectivement, cette méthodologie est d'abord progressivement mise en ligne sur les sites des Villes en transition, puis publiée sous forme de guide, le *Transition Handbook*<sup>3</sup>, qui explique pourquoi et comment lancer une initiative de transition chez soi. Entre-temps, par bouche-à-oreille militant et par oui-dire médiatique, plusieurs autres groupes locaux de transition s'étaient déjà formés dans d'autres villes du Royaume-Uni. Ces groupes étaient une cinquantaine à s'être manifesté auprès des animateurs du réseau en 2008. Ils sont aujourd'hui environ 300, à des stades d'avancement très variés. Désormais, la tendance est également à l'internationalisation du mouvement : très vite, quelques groupes de transition se sont formés dans d'autres pays anglophones comme les États-Unis, l'Australie, l'Irlande, le Canada, la Nouvelle-Zélande... Puis des groupes sont aussi apparus dans des pays non-anglophones, parfois en lien avec la traduction du *Transition Handbook*, soit en ligne sur internet, soit publiée sous forme de livre comme cela s'est déjà fait en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, etc.<sup>4</sup> Le cœur du réseau, toujours basé à Totnes, fournit conseils et formations aux militants désireux de se lancer dans la transition, mais n'interfère quasiment pas dans la vie des groupes locaux, restant ainsi fidèle à l'un de ses principes fondateurs : « *let it go where it wants to go* », laisser le groupe évoluer comme il l'entend, sans chercher à lui imposer une orientation particulière.

### ● Relocalisations et résilience

Ce qui fait l'unité du réseau des Villes en transition est donc moins sa structure officielle, qui reste assez modeste, que l'adhésion des groupes locaux aux quelques principes de base qui font l'originalité et la force de ce mouvement. Et ce qui donne le ton général du réseau des Villes en transition, c'est en premier lieu l'importance accordée à la thématique du pic pétrolier : toutes les controverses ne sont pas closes au sein du réseau, notamment quant à la date et à la gravité de ce pic, mais il y a néanmoins quasi-consensus sur le fait que le pic peut être imminent, voire que nous

3. R. HOPKINS, *The Transition handbook. From oil dependency to local resilience*, Green Books, Totnes, 2008.

4. La traduction francophone sera disponible le 7 octobre 2010, en co-publication *S ! lence* et Écosociété.

l'aurions déjà dépassé depuis 2008, et qu'en tout cas il est plus que temps d'engager la transition. Ce sentiment d'urgence radicale a conduit les Villes en transition à développer une approche très particulière de la question, qui transparait nettement dans les propositions formulées.

D'abord, il y a la relocalisation – ou plutôt les relocalisations, tant les Villes en transition se sont fait une spécialité de décliner cette thématique à une grande variété de domaines : l'agriculture, priorité des priorités (par exemple en plantant des arbres fruitiers dans les lieux publics), mais aussi l'économie (avec des expériences de monnaies locales comme la Livre de Totnes), l'énergie, la démocratie, l'éducation, le tourisme, la santé... Les *transitioners* insistent volontiers sur les bénéfices humains que représentent ces relocalisations, notamment en termes de solidarité, de convivialité, d'autonomie, etc. Mais ils gardent toujours en mémoire que ces relocalisations ne sont pas entièrement un choix, et qu'elles sont aussi une forme de destinée liée à la fin du pétrole abondant et bon marché. Une autre source d'énergie abondante et bon marché pourrait-elle prendre le relais ? Non, répondent globalement les *transitioners*, car le pétrole est d'une densité énergétique et d'une maniabilité sans égales : si, en théorie, les énergies renouvelables semblent pouvoir assurer une consommation énergétique modérée, c'est ici le temps qui manque cruellement pour que cette transition s'opère totalement sans heurt. Par la force des choses, le rythme des relocalisations risque donc d'être sensiblement plus rapide que celui que nous aurions choisi de notre plein gré, indépendamment du contexte du pic pétrolier.

C'est là qu'intervient une autre notion centrale proposée par les Villes en transition : la résilience, entendue comme la capacité d'un ensemble ou d'un système à encaisser un choc exogène sans s'effondrer de manière chaotique, et même au contraire à « rebondir » après ce choc pour aller de l'avant. L'idée de résilience a été utilisée dans de nombreux domaines, par exemple en psychologie pour désigner la capacité d'un individu à surmonter un traumatisme, en écologie pour décrire la capacité d'un écosystème à intégrer une espèce invasive, etc. Ici, le choc est évidemment le pic pétrolier, mais aussi, plus globalement, l'ensemble des crises qui y seront liées de près ou de loin : crise économique, inondations liées au réchauffement climatique, voire d'autres risques que nous n'aurions même pas encore imaginés. Le système qui doit se montrer résilient face à ces chocs est la « communauté locale » (*local community*), autrement dit l'ensemble des personnes qui habitent le territoire concerné (généralement la commune dans le cas des Villes en transition). Le principal objectif des groupes de transition est donc de « reconstruire la résilience

*Ce qui fait l'unité du réseau des Villes en transition est moins sa structure officielle, qui reste assez modeste, que l'adhésion des groupes locaux aux quelques principes de base qui font l'originalité et la force de ce mouvement.*

locale » de leur commune, une résilience « collective » qui, d'abord, permettrait au groupe de ne pas s'effondrer en situation de stress alimentaire ou énergétique, et ensuite, d'essayer de construire des modes de vivre-ensemble désirables dans le contexte annoncé de l'après-pétrole.

Si les Villes en transition parlent volontiers de reconstruction de la résilience locale plutôt que de construction, c'est parce qu'ils estiment que les communautés locales étaient encore résilientes il y a seulement quelques décennies, avant que le pétrole n'ait bouleversé les modes de vie. L'un de leurs exemples historiques favoris est la manière par laquelle le Royaume-Uni a su résister au blocus dont il était victime pendant la Seconde Guerre mondiale : du jour au lendemain, le pays entier a dû en revenir à une forme d'autosuffisance alimentaire, et cela ne fut possible que parce qu'il existait encore dans la population des savoir-faire aujourd'hui plus confidentiels, comme entretenir un potager, faire des conserves, élever des poules ou des lapins, réparer, coudre, bricoler... Le « ré-apprentissage des savoir-faire » est donc l'un des autres chevaux de bataille des Villes en transition, qui tentent de revivifier la vie locale en suscitant le partage de ces connaissances pratiques dans les écoles, dans les maisons de retraite, dans les associations locales, dans les kermesses, etc.

### ● Inventer une émancipation sous contrainte ?

Clairement, les Villes en transition annoncent un autre monde – en insistant d'ailleurs sur le fait que, selon eux, cet autre monde adviendra bientôt, que nous le voulions ou non. La marge de manœuvre qu'il nous reste correspond surtout à notre capacité à reconstruire en urgence les résiliences locales, ce qui est quasiment un impératif de survie, et ensuite à notre capacité à inventer des modes de vie relativement désirables dans le cadre des limites non-négociables fixées par la perspective de l'après-pétrole. Sur cette question des limites, le discours de la transition entre souvent en résonance avec celui du mouvement pour la décroissance – la position de Rob Hopkins étant, par exemple, qu'une croissance (même verte) est désormais impossible, et que la solution réside plutôt dans ce qu'il appelle parfois « une renaissance économique sur une base locale ». Moins de biens, plus de liens...

Ce discours est évidemment très parlant pour quiconque s'intéresse aux thématiques de l'altermondialisme, et cela se sent nettement dans le profil

des premiers groupes francophones à avoir manifesté de l'intérêt pour ce mouvement : on y retrouve des objecteurs de croissance, des militants d'Attac, des adhérents Verts, des écologistes radicaux, des associations plus installées comme les Amis de la Terre, etc. Des premiers débats tenus par ces groupes, ainsi que des échanges qui se sont tenus à Copenhague, il ressort que l'ap-

*L'importance primordiale accordée à la question du pic pétrolier amène les transitionners à développer un discours où il est clairement annoncé que la transition à venir ne sera pas rose tous les jours.*

proche proposée par la transition ressemble en de nombreux points à ce qu'ils faisaient déjà dans leurs propres mouvements, mais avec en plus deux particularités qui bousculent les pratiques et les perspectives militantes auxquelles les altermondialistes et les écologistes sont habitués.

D'abord, il y a le fait que le discours des Villes en transition ne soit pas, à proprement parler, un discours de dénonciation. En privé, presque tous les *transitionners* sont très critiques à l'égard des choix effectués dans leur commune – par exemple lorsqu'on permet à un supermarché de se construire sur des terres agricoles, ce qui est à la fois contraire aux principes de relocalisation économique et de relocalisation alimentaire. Mais s'ils décident de militer contre ces choix, ils le feront généralement au sein d'une autre association que le groupe de transition, et certainement pas en son nom. Les activités des groupes de transition sont plutôt orientées vers la formulation de propositions positives, élaborées de manière aussi inclusive que possible, et cette logique les incite à éviter de nommer des ennemis. Cette stratégie est évidemment discutée au sein même des Villes en transition, puisqu'elle est parfois difficilement tenable face à des projets urbanistiques aberrants, mais elle fait globalement consensus : les Villes en transition ne doivent pas apparaître comme une force de dénonciation permanente, mais plutôt comme une force de proposition constructive. De ce fait, et quoi qu'en pensent en privé les *transitionners*, le mouvement ne se définit pas comme un mouvement anticapitaliste : sa position serait plutôt de dire que la question ne se pose pas en ces termes, mais qu'en revanche il serait intéressant d'envisager que le capitalisme ne puisse pas survivre à la fin du pétrole abondant et bon marché... La Transition ne s'interdit pas d'être anticapitaliste, mais elle ne se l'impose pas non plus. Cet exercice d'équilibre permanent entre ouverture et radicalité peut s'expliquer, entre autres, par le caractère local de la démarche des Villes en transition : dans une ville de 9 000 habitants comme Totnes, mieux vaut parfois une démarche fondée sur le dialogue qu'une hostilité franche et ouverte<sup>5</sup>.

Il y a ensuite le fait que le discours des Villes en transition assume de n'être pas toujours prometteur d'émancipation. L'importance primordiale accordée à la question du pic pétrolier amène les *transitionners* à développer un discours où il est clairement annoncé que la transition à venir ne sera pas rose tous les jours. Pourtant, le mouvement des Villes en transition répète fréquemment qu'il a voulu rompre avec les attitudes dites « *doom and gloom* », glauques et apocalyptiques : la transition est un mouvement résolument optimiste... mais qui cherche aussi à construire son optimisme dans un contexte qu'il sait difficile. Là encore, l'équilibre est parfois difficile à tenir, tout en faisant globalement consensus. Cette approche à la fois catastrophiste et optimiste constitue une sorte de catastrophisme agissant, qui a permis aux Villes en transition d'aborder de front certains thèmes de réflexion délicats tels que celui du rationnement et de sa désirabilité, largement présent dans le deuxième livre publié par le réseau<sup>6</sup>. Dans l'approche proposée par les Villes en transition, le rationnement apparaît comme l'une des solutions les plus désirables pour par-

5. Voir à ce sujet L. SEMAL et M. SZUBA, « Villes en transition vers la sobriété », *S'!ence* n° 365, février 2009.

6. S. CHAMBERLIN, *The Transition Timeline : For a Local, Resilient Future*, Green Books, Totnes 2009.

7. L. SEMAL et M. SZUBA,  
« Villes en transition  
vers le rationnement »,  
*Silence* n° 379,  
mai 2010.

tager équitablement l'énergie lorsqu'elle viendra à manquer, et il y a même de fortes raisons de penser que cette solution s'imposera à nous comme une évidence lorsque les premières pénuries se feront sentir<sup>7</sup>. Et de plaider en conséquence pour l'instauration de quotas individuels de carbone à l'échelle du Royaume-Uni, afin d'entamer dès à présent une décroissance énergétique nationale, coordonnée et cohérente...

Finalement, si la perspective proposée par les Villes en transition interroge notre approche de la question climatique, c'est entre autres parce qu'elle croise de manière intéressante la question de la technique avec celle de l'urgence écologique. Dans cette approche, la convergence du pic pétrolier et de l'impératif climatique nous rattrape au point que nous perdons partiellement la maîtrise de notre agenda : les technologies alternatives, par exemple en matière d'énergies renouvelables, ne sont pas prêtes alors que nous sommes peut-être à la veille de phénomènes d'emballement majeurs – crises énergétiques, crises économiques, crises politiques, etc. Cette situation nous impose la question du « consommer autrement », certes, mais aussi celle du « consommer moins », autrement dit de la *sobriété collective*. Comment l'organiser ? Qui doit consommer moins, et moins de quoi ? Cette approche invite à poser un regard neuf sur des questions telles que celle du pouvoir d'achat ou celle du partage des richesses – un peu comme y invite la décroissance, mais avec un autre vocabulaire et une autre méthode. En cela, les Villes en transition contribuent à la réflexion collective sur les meilleures manières de nous préparer, psychologiquement et matériellement, à une diminution de nos consommations dans les années à venir : ce n'est pas seulement le système qu'il faut changer, mais aussi nous-mêmes. ●